



BILAN DE LA CAMPAGNE 2022 EN HAUTS-DE-FRANCE

La guerre en Ukraine perturbe les marchés, la sécheresse influe sur les cultures

Après une escalade de tension, l'armée russe envahit l'Ukraine le 24 février 2022. La fébrilité des marchés atteint son paroxysme, avec des niveaux de cours inédits pour tous les grains. Les coûts des intrants et notamment celui des engrais azotés explosent, portés par la cherté du gaz. En région Hauts-de-France, comme sur le territoire métropolitain, l'année 2022 est marquée par une sécheresse qui s'installe dans le temps et influe sur le développement des cultures. L'élevage herbivore subit la faiblesse de la production des prairies et des cultures fourragères. Le démarrage à l'automne des cultures interannuelles est confronté au niveau très élevé du coût de l'énergie.

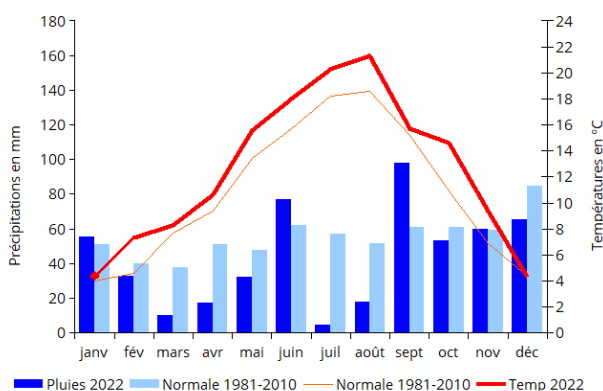
Chaleur et déficit hydrique marquent l'année 2022

L'année 2022 est marquée par une sécheresse inédite dans la région. Les mois de janvier, juin et septembre dans l'ex-Picardie et les mois de juin, septembre et novembre dans l'ex-Nord - Pas-de-Calais sont les seuls durant lesquels le territoire est davantage arrosé que pendant la période de référence 1981-2010.

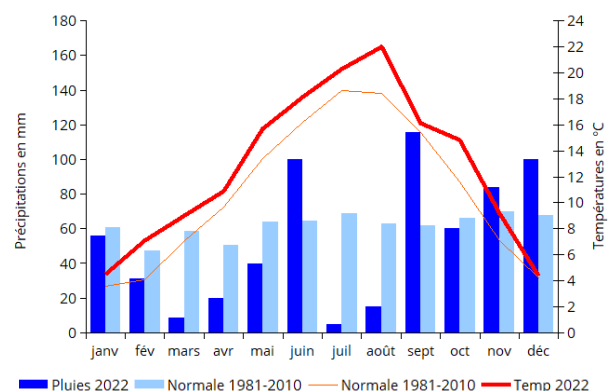
Le déficit de pluviométrie est particulièrement marqué durant les mois de mars, avril et mai, puis pendant les mois de juillet et août, ce qui fait de longues périodes pendant lesquelles les productions végétales sont soumises à un stress hydrique important. Dans le courant de l'été, le déficit mensuel atteint 90 %. Les températures moyennes sont supérieures aux valeurs de la période de référence tout au long de l'année.

Les premiers épisodes de chaleur apparaissent au printemps, puis la canicule s'installe dans la durée dans la seconde moitié du mois de juillet et pendant le mois d'août. Les élevages sont alors également soumis à des contraintes de conduite quand les troupeaux d'herbivores doivent prématurément rentrer en stabulation.

Figures 1 et 2 - MétéoFrance



Source : MétéoFrance, station d'Amiens-Glisly

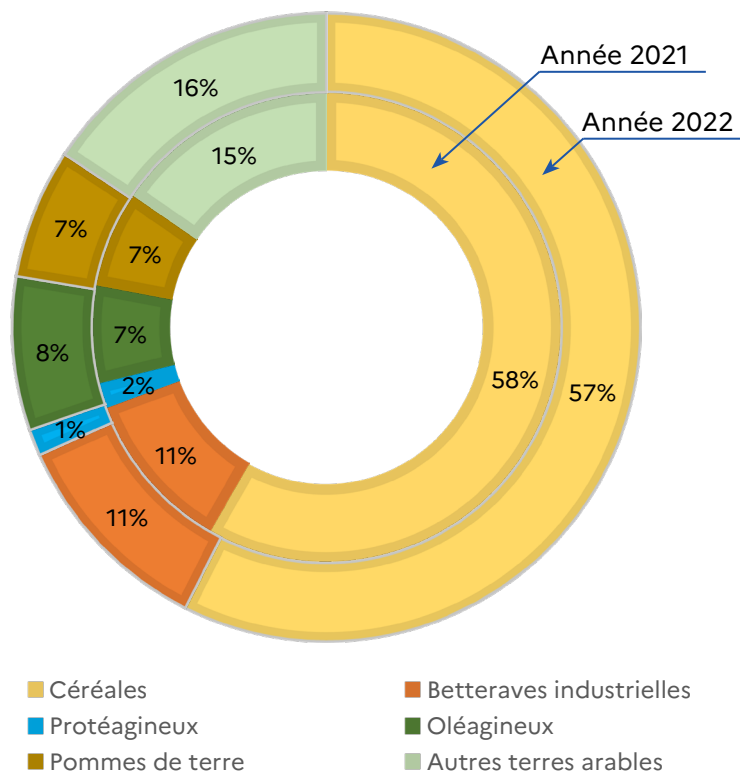


Source : MétéoFrance, station de Lille-Lesquin

La part de surface agricole utilisée (SAU) en céréales recule

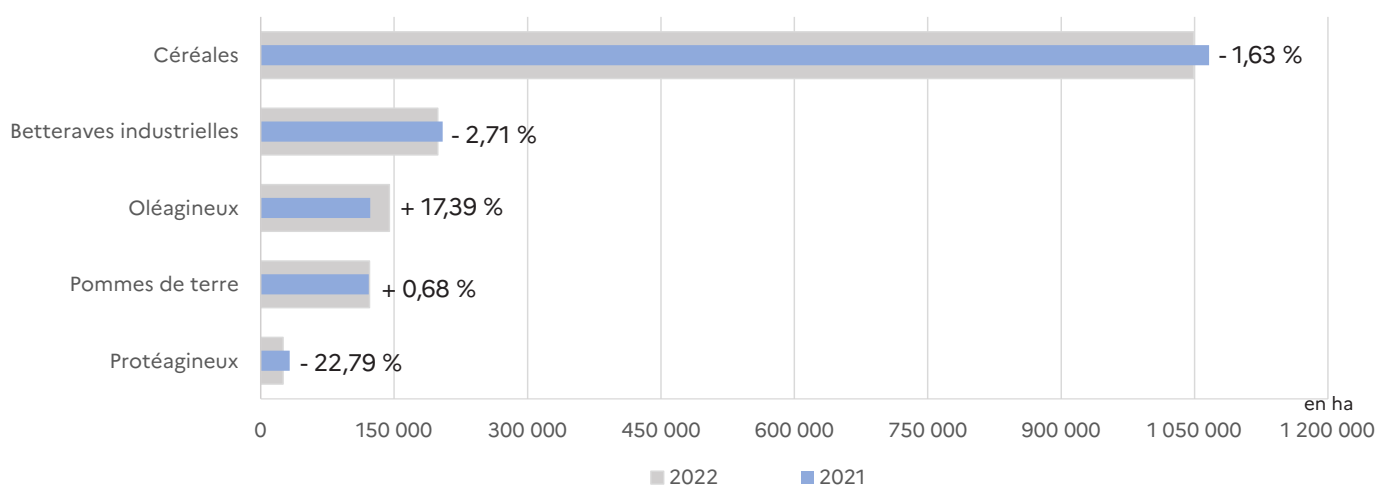
Parmi les principales grandes cultures conduites en région, la part de la surface en céréales repart à la baisse après une année 2021 en hausse. Cette baisse atteint près de 17 500 ha (soient -1,6 %). La betterave industrielle quant à elle subit aussi un repli de 5 550 ha (-2,7 %). Mais la baisse la plus marquée pour une famille culturale est à mettre au compte des protéagineux avec 7 380 ha (-22,8 %). A l'inverse, les pommes de terre (plant, consommation et féculerie) affichent une légère progression de 830 ha (+0,7 %) et les oléagineux enregistrent une forte hausse de leur surface régionale de 21 410 ha (+17,4 %). L'engouement enregistré pour cette dernière catégorie de production végétale s'explique par des conditions de marché très favorables en matière de prix, en lien avec le conflit armé qui sévit en Ukraine. Le solde de la compensation des replis de grandes cultures est essentiellement comblé par l'augmentation de la sole en plantes à fibres.

Figure 3 : Répartition des terres arables



Source : ASP - parcelles constatées à la PAC

Figure 4 : Évolution des principales grandes cultures en valeur absolue et en pourcentage



Source : ASP - parcelles constatées à la PAC

Synthèse conjoncturelle des principales productions en région Hauts-de-France



Les céréales à paille : des cours élevés. Une production française et régionale en avance, avec une qualité et des rendements globalement satisfaisants.



Le colza : les cours des oléagineux au plus haut. Une récolte record en région.



Le maïs : une production affectée par la sécheresse, pour les débouchés fourragers comme pour les débouchés en grain



Les cultures fourragères : une production fortement limitée par la sécheresse, avec l'arrêt de la croissance végétative dès la fin du printemps jusqu'à l'automne.



La betterave industrielle : la récolte betteravière 2022 dans les Hauts-de-France est en retrait par rapport à 2021, conséquence à la fois d'une réduction des surfaces et de la faiblesse des rendements.



La pomme de terre : les rendements 2022 parmi les plus mauvais du dernier quart de siècle. La conservation menacée par l'explosion des coûts énergétiques.



L'endive : une fin de campagne 2021-2022 parmi les plus mauvaises pour la filière, en raison d'une absence de demande face à l'offre abondante. Un début de campagne 2022-2023 nettement plus prometteur mais avec une explosion des coûts de production.



Le chou-fleur : la production, limitée par la sécheresse en l'absence d'irrigation de substitution, est en léger recul. Les cours sont élevés durant une bonne partie de la campagne.



La viande bovine : avec des cheptels réduits, les abattages sont en recul. Les prix sont orientés à la hausse, mais celle-ci ne compense que partiellement l'augmentation des charges de production.



La viande porcine : Un marché tendu en volume, soutenu par des prix records à l'entrée en abattoir. Des coûts de production qui explosent, notamment sur le poste alimentation.



La collecte de lait de vache : une production laitière en repli malgré la hausse des prix du lait.



Les produits de la mer : des volumes de prises et des prix de vente supérieurs à ceux de l'année 2021. Des coûts de productions en forte hausse et des bateaux qui quittent la flotte.

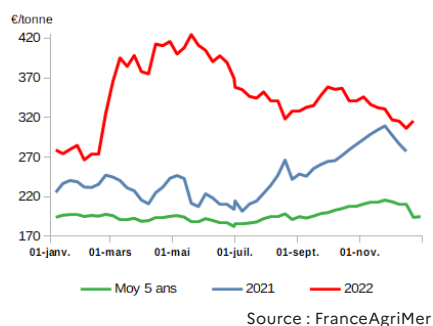
Les céréales à paille

Sur les marchés :

Les cours des céréales atteignent des sommets durant le premier semestre de l'année 2022. L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février, les confinements liés à la politique zéro covid menée en Chine et les aléas climatiques survenant dans l'hémisphère Sud où sévit la Niña sont autant d'évènements qui rendent les marchés extrêmement nerveux et les cours volatils. Les conséquences respectives de ces évènements sont une baisse des flux de marchandises dans le bassin de la mer Noire, un recul de la demande mondiale et des craintes sur le niveau de production mondiale.

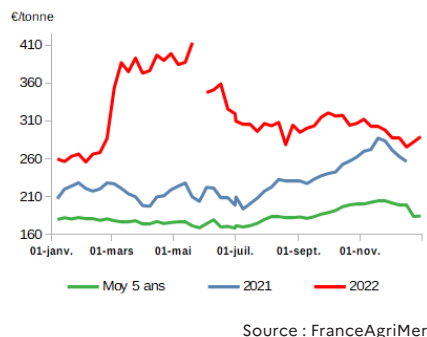
Ainsi, malgré une baisse en juin, le cours moyen du blé tendre FOB Rouen pour la campagne 2021-2022 s'établit à 312 € la tonne, supérieur de 66 % à la valeur moyenne quinquennale de 188 € la tonne et supérieur de 45 % à la valeur de la campagne précédente de 214 € la tonne. (figure 5)

Figure 5 : Cours du blé tendre FOB Rouen



Le constat est similaire pour l'orge avec un cours moyen sur la campagne 2021-2022 de 288 € la tonne, qui dépasse de 67 % la valeur moyenne quinquennale (173 € la tonne) et de 44 % la valeur moyenne de la campagne précédente (200 € la tonne). (figure 6)

Figure 6 : Cours de l'orge FOB Rouen



Les cours se maintiennent à des niveaux très élevés durant la première partie de la campagne 2022-2023. Ils fluctuent mais abordent globalement une tendance baissière au long du second semestre pour revenir en fin d'année 2022 à des niveaux proches de ceux de la fin de l'année 2021, aux environs de 305 € la tonne pour le blé tendre (285 € la tonne fin 2021) et aux environs de 285 € la tonne pour l'orge fourragère (280 € la tonne fin 2021). (figures 5 et 6)

Les échanges durant la deuxième moitié de la campagne 2021-2022 sont surtout orientés par le conflit armé en Ukraine et une parité euro/

dollar en baisse, temporairement jusqu'à une valeur inférieure à 1, situation inédite depuis 20 ans. En conséquence, les exportations de l'U.E., au premier rang desquelles figure l'origine France, reçoivent la faveur des pays importateurs, notamment africains. En outre, l'Algérie revient aux achats de blé hexagonal.

Au printemps, l'établissement d'un corridor démilitarisé en mer Noire permet aux origines russe et ukrainienne de reprendre un flux d'exportation. Si l'Ukraine doit faire face aux difficultés, causées par le conflit armé sur son sol, d'écoulement de ses stocks et de conduite des travaux de récolte puis de semis, la Russie retire quant à elle les bénéfices d'une récolte record en 2022 au cours du second semestre. La remontée de l'euro à l'automne 2022 remet en jeu la concurrence les origines mer Noire, surtout russe, étant donné le rapport des productions russe/ukrainienne à l'avantage de des premières.

Figure 7 : Évolution de la production de blé tendre d'hiver

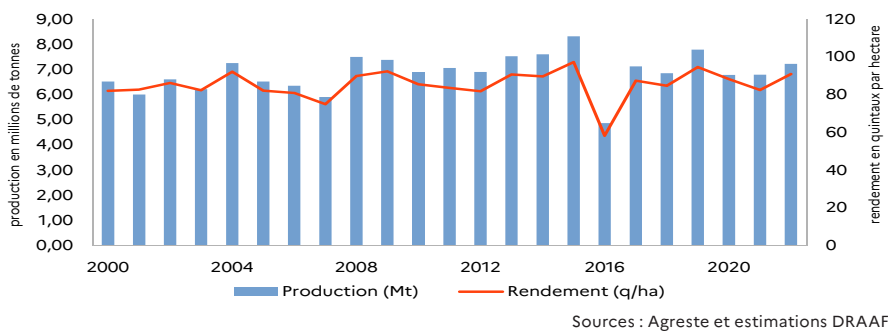
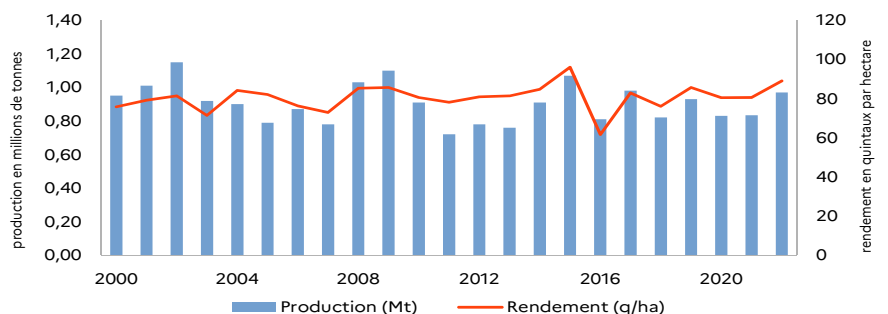


Figure 8 : Évolution de la production d'orge d'hiver



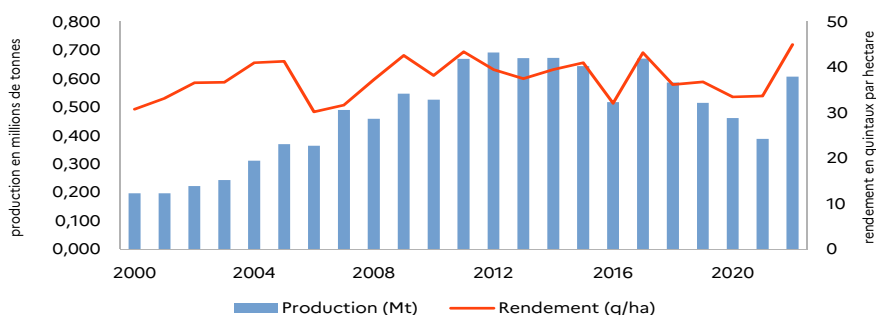
Sur le terrain :

Les conditions météorologiques de la première moitié de l'année 2022 sont marquées par un gel tardif au printemps, puis une sécheresse précoce, qui s'installe ensuite dans la durée. Localement, une grande hétérogénéité des rendements et de la qualité des grains est observée, mais globalement, les conditions des cultures sont peu affectées par ce premier semestre météorologique et la récolte s'inscrit dans des valeurs moyennes inférieures de 6,7 % et de 3,5 % respectivement par rapport aux moyennes quinquennales et décennales des rendements du blé tendre et conformes aux valeurs moyennes des rendements quinquennaux et décennaux en orge d'hiver. (figure 7 et 8) Ces conditions météorologiques permettent à la moisson de se dérouler sans difficulté et surtout très précocement avec, selon les secteurs, jusqu'à 2 semaines d'avance.

A l'échelle nationale, le rendement moyen du blé tendre s'établit à moins de 72 qtx/ha pour la récolte 2022 juste au-dessous de la valeur moyenne quinquennale. Toujours au niveau national, le rendement moyen des orges dépasse 61 qtx/ha, 2 points en-dessous de la valeur moyenne quinquennale.

Cette récolte 2022 conduit à des estimations de production, au niveau national à 33,7 millions de tonnes (Mt) pour le blé tendre et 11,4 Mt pour les orges. Au niveau régional, les estimations de production pour la récolte 2022 s'élèvent, pour ces mêmes cultures, respectivement à 7,2 Mt et 1,3 Mt (figure 11). L'été 2022 voit la poursuite de conditions sèches et l'automne est particulièrement doux, avec le retour des précipitations. (figures 1 et 2) Dans ces conditions, les semis pour la campagne suivante se déroulent sans encombre et la croissance végétative est forte et bien avancée. Ce dernier

Figure 9 : Évolution de la production de colza d'hiver



Sources : Agreste et estimations DRAAF

Figure 10 : Région Hauts-de-France – Rendements moyens des céréales estimés en quintaux par ha (qtx/ha)

Année récolte	2022	Moyenne 2017-2021	Moyenne 2012-2021
Total blé tendre	82	87	85
Blé tendre d'hiver et épeautre	82	87	85
Blé tendre de printemps	83	87	81
Total orge et escourgeon	76	76	76
Orge hiver	81	81	81
Orge printemps	65	67	68

Source : Agreste - conjoncture grandes cultures CGMENS - 1er décembre 2022

Figure 11 : Campagne 2022/2023 - Estimation de production de céréales et oléagineux en millions de tonnes

Campagne 2021/2022	Monde*	UE27**	France***	Hauts-de-France***
Blé tendre	758	127,2	33,7	7,2
Orges d'hiver et de printemps	152	51,6	11,4	1,3

Sources : *CIC **Commission Européenne *** Agreste 1er décembre 2022

constat laisse toutefois planer un risque de vulnérabilité des cultures d'hiver face à d'éventuels épisodes de gelées tardives.

Le colza

Avec un rendement moyen en Hauts-de-France de plus de 45 quintaux par hectare (qtx/ha), la récolte 2022 de colza dépasse largement les valeurs moyennes quinquennale et décennale des rendements régionaux (37 qtx/ha). (figure 9)

Les conditions de semis et de culture du colza d'hiver pour la prochaine récolte 2023 bénéficient des mêmes conditions favorables que les céréales d'hiver.

Le marché 2022 du colza est dopé par celui plus général des huiles. Des valeurs extrêmes sont atteintes, principalement en raison du conflit armé qui frappe le territoire ukrainien dès le mois de février. La Russie et l'Ukraine sont en effet des exportateurs majeurs de colza et de tournesol et les marchés correspondants ont connu une volatilité sans précédent. En avril, le cours du colza FOB Rouen atteint 1 008 € la tonne. Sa valeur moyenne annuelle s'établit à plus de 745 € la tonne et il termine l'année 2022 entre 600 € et 630 € la tonne. La comparaison avec sa valeur moyenne quinquennale de 408 € la tonne permet de juger de l'extrême fébrilité de ce marché.

Le Maïs

La sécheresse, intense et durable pénalise la production de maïs en région.

En tant que culture fourragère, la production de maïs affiche un rendement moyen de 149 qtx/ha, en deçà de la valeur moyenne de 2021 de 161 qtx/ha (-7,4%) et, dans un moindre mesure, de la valeur moyenne quinquennale (153 qtx/ha). En maïs grain, le rendement moyen régional est davantage affecté. Il s'établit à 77 qtx/ha, très au-dessous de la valeur moyenne de la campagne précédente de 101 qtx/ha (-23,8%) et aux valeurs moyennes quinquennale et décennale de 90 qtx/ha (-14,4%).

Pour tous ses débouchés, la faiblesse des rendements de maïs en 2022 est d'autant plus prononcée qu'on se déplace vers le sud de la région.

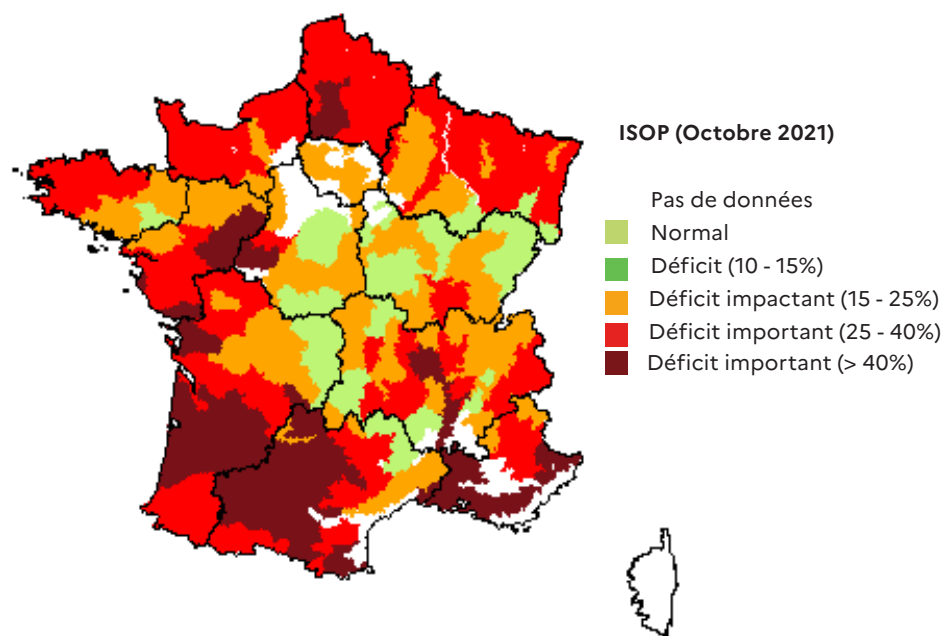
Au niveau national, les rendements moyens respectifs de maïs grain et de maïs fourrager s'établissent à 79 qtx/ha et 108 qtx/ha, également en deçà des valeurs atteintes en 2021 (104 qtx/ha et 142 qtx/ha) à cette échelle.

La pousse de l'herbe et les cultures fourragères

A l'instar du maïs, les autres cultures fourragères souffrent des conditions météorologiques sèches de l'année 2022. Le déficit de production des prairies permanentes de la région est globalement estimé à 30% par rapport aux valeurs moyennes sur la période de référence 1981-2010.

La pousse de l'herbe démarre précocement courant mars, en lien avec la douceur de l'hiver. La croissance végétative printanière se développe par à-coups, freinée par un épisode froid en avril, puis une alternance de périodes sèches et arrosées, réparties de manière

Figure 12 : Carte de l'indice de suivi objectif des prairies (ISOP)



Source : Agreste - Isop - Météo France - INRAE

hétérogène sur le territoire. A la fin du printemps, l'estimation de la pousse de l'herbe est déficitaire de 5% à 15% par rapport à la pousse de référence calculée sur la période 1981-2010. La qualité de la production de l'herbe de printemps est toutefois préservée. Durant tout l'été, la sécheresse intense stoppe toute production. La reprise des précipitations dès le début de l'automne permet une reprise de la production durant toute la fin de saison. Le pâturage tardif des herbivores permet de limiter le recours à l'affouragement.

L'importance des stocks fourragers de report de 2021 permet aux éleveurs de sauver cette saison et devrait contribuer à assurer la jonction jusqu'au printemps 2023.

La betterave industrielle

La récolte betteravière 2022 dans les Hauts-de-France est en retrait par rapport à 2021, conséquence à la fois d'une réduction des surfaces et de la faiblesse des rendements.

La campagne démarre bien, avec des conditions de semis idéales et un bon développement des cultures au printemps, avant que la situation ne se dégrade progressivement avec des épisodes de canicule couplés à une sécheresse historique qui affecte le potentiel de rendement. Les arrachages débutent avec une semaine d'avance à la demande des sucreries dans un contexte énergétique tendu.

Les surfaces ensemencées reculent de 5400 ha (-2,6%) par rapport à 2021. Le rendement moyen régional est de 782 qtx/ha avec un gradient Nord-Sud marqué, allant de 850 qtx/ha dans le Nord et le Pas-de-Calais contre 690 qtx/ha dans l'Oise et 750 qtx/ha dans l'Aisne. Au global la production régionale 2022 s'affiche à 15,6 Mt, en retrait de 10,3% par rapport à 2021 et de 16,2% par rapport à la moyenne quinquennale. (figure 13)

Sur les marchés les cours du sucre se maintiennent à des niveaux élevés en 2022, avec une hausse marquée depuis septembre 2022 pour le sucre blanc européen. (figure 14)

Figure 13 : Évolution de la production de betterave industrielle

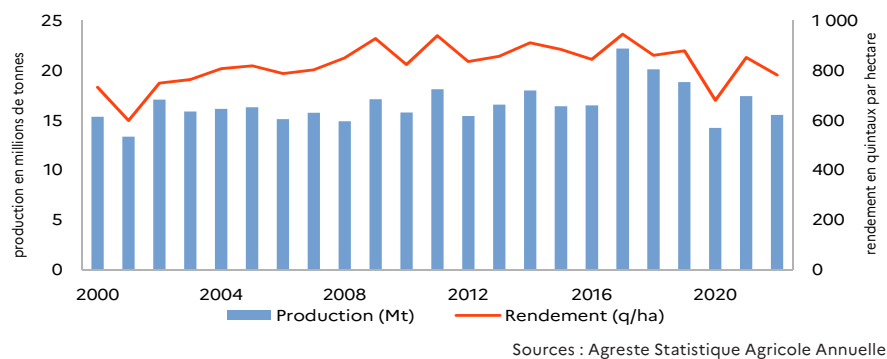
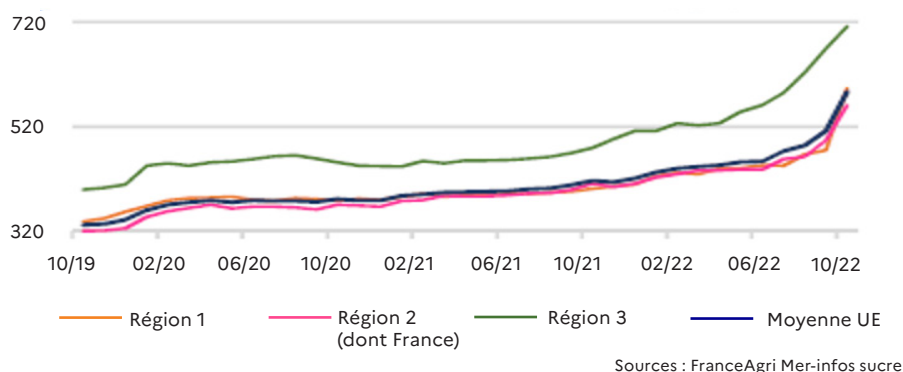


Figure 14 : Évolution des cours européens du sucre (€/t)



La pomme de terre

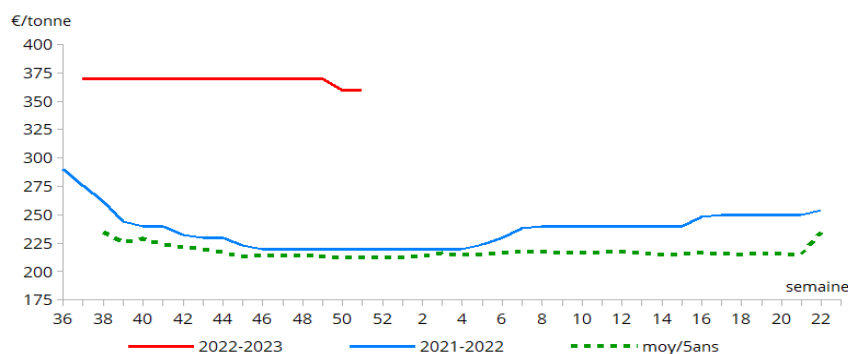
La question des prix est omniprésente tout au long de l'année. Durant le premier semestre, les opérateurs peinent à répercuter sur les prix au stade expédition l'augmentation des charges qu'ils supportent, quand le conflit en Ukraine et l'envolée des coûts énergétiques pèsent sur la conservation et le transport. Globalement, le marché à l'export parvient davantage à tirer son épingle du jeu que le marché intérieur, qui affiche plus rapidement un fonctionnement par à-coups. Paradoxalement, la gamme des plats cuisinés, à forte valeur ajoutée, fait l'objet d'une bonne demande. Cela participe notamment aux achats par les transformateurs sur le marché du libre, tandis que la hausse précoce des températures au printemps détourne sensiblement le consommateur du marché du frais. Pour la campagne de production suivante, les conditions de culture de 2022 sont marquées par une

douceur et un déficit hydrique précoces. Le calendrier habituel est anticipé, qu'il s'agisse des variétés hâtives comme des autres variétés. Si les secteurs irrigués sont moins affectés, globalement, les calibres sont plus petits, ce qui réduit de fait les rendements, en dépit de la bonne tubérisation intervenue en début de cycle végétatif. La demande des industriels est bien présente dès le début de cette nouvelle campagne, afin de pouvoir disposer des volumes nécessaires, quand les conditions de récoltes sont perturbées par la

sécheresse installée dans la durée au cours de l'été. L'activité à l'export démarre également plus tôt que lors des campagnes précédentes, mais l'organisation des expéditions est toujours contrariée par une pénurie de transports. Cette difficulté logistique combinée aux coûts élevés des carburants limite les volumes d'affaires. La demande se consolide en fin d'année civile sur l'ensemble des segments de marché, avec des prix à la hausse. Cette relative bonne santé des marchés est toutefois perturbée par les soucis de conservation qui apparaissent en nombre.

Les résultats de l'enquête réalisée auprès du panel de producteurs de l'Union Nationale des Producteurs de Pommes de Terre (UNPT), croisés avec la consolidation de données Agreste pour les bassins non enquêtés par l'UNPT, conduisent au calcul d'un rendement brut 2022 national de 39,2 tonnes/ha. Ce rendement moyen est ainsi le plus bas constaté depuis 27 ans. Il faut en effet remonter à la campagne 1995-1996 et son rendement moyen national de 38,2 t/ha pour atteindre de tels niveaux. La conséquence directe de cette campagne compliquée est le net repli de la production française de pommes de terre de conservation qui s'élève à 6,04 Mt cette année, contre 6,89 Mt en 2021, soit une baisse sur un an de 12,2 %.

Figure 15 : Pomme de terre de consommation chair normale diverses variétés non lavées Catégorie II calibre 50/75 en sac de 25 kg



Source : FranceAgriMer – Réseau des Nouvelles du Marché

L'endive

Pour la partie de campagne 2021-2022, les arrachages des racines, achevés en fin d'année 2021, permettent un remplissage de la capacité des stockages réfrigérés. Des producteurs préfèrent détruire au champ par labour plutôt que d'engager des frais de production d'endive-chicon dans un contexte de marché très défavorable. La demande est, en effet, alors absente dans la durée et les prix sont très bas à l'expédition, alors qu'ils restent élevés à la vente au détail. Les concurrences belge et batave sont par ailleurs très agressives.

Pour optimiser la valorisation de la production, les contrats à destination de l'industrie de transformation sont anticipés et le temps de travail dans les unités de forçage est réduit.

Cette campagne 2021-2022 prend le contrepied de la précédente durant laquelle la demande avait été très présente, incitant à une augmentation des surfaces ensemencées en racines qui, de surcroît, ont bénéficié de bonnes conditions de culture au champ en 2021 et s'avèrent productives.

L'endive-chicon est placée pendant plusieurs mois en situation de crise conjoncturelle par FranceAgriMer. Les opérations de retrait de marché et de non-récolte sont nettement plus précoces que durant les « mauvaises années » connues habituellement.

Le bilan de la campagne 2021-2022 affiche un cours moyen inférieur de 29 % par rapport à la campagne précédente et de 21 % par rapport à la moyenne quinquennale.

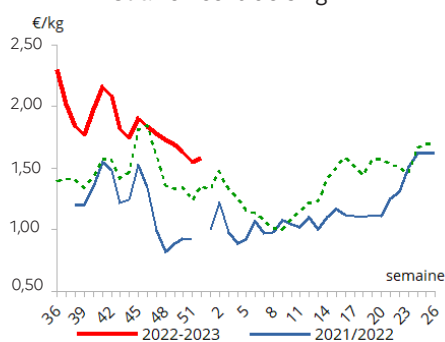
En 2022, l'augmentation des coûts de l'énergie frappe de plein fouet les 2 parties des campagnes interannuelles qui se succèdent. Les coûts de fonctionnement des endiveries pour la production de chicons (énergie et conditionnement), ainsi que les

coûts de mise en œuvre des engrais pour la production des racines de la campagne suivante explosent.

Fin mai, les volumes de report de racines non forcées sont importants et ces stocks remplissent plus qu'habituellement les stockages réfrigérés.

En conséquence, l'emblavement en racines pour la campagne 2022 est estimé en recul de 10% par rapport à la campagne précédente. Par ailleurs la croissance des racines est affectée

Figure 16 - Endives Hauts-de-France Cat.1 en colis de 5 kg



Source : FranceAgriMer – Réseau des Nouvelles du Marché

par la sécheresse qui s'installe précocement puis durablement pendant l'été. Leur récolte intervient début novembre, avec un retard de deux à trois semaines par rapport à la normale, afin de tenter de tirer profit du bienfait des précipitations atmosphériques revenues à l'automne.

Le forçage en endiverie reprend en septembre sur les racines de report et cette fois, le consommateur répond présent et les cours sont corrects. L'estimation de la production d'endive se situe en ce début de campagne dans la moyenne quinquennale.

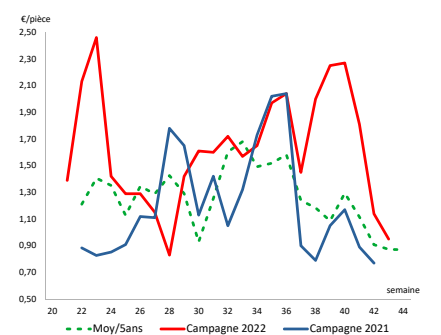
Cependant les producteurs restent inquiets pour la suite de la campagne compte tenu de l'augmentation des charges et plus particulièrement du coût de l'énergie à la signature de nouveaux contrats.

Le chou-fleur

La production de chou-fleur de la campagne 2022/23 démarre. La production du chou-fleur de la campagne 2022/23 démarre précocement en région. Elle intervient opportunément dès la fin du mois de mai, hors concurrence du chou-fleur d'hiver breton dont la saison s'achève. Les cours grimpent rapidement et atteignent leur plus haut niveau de la saison.

La météo chaude et sèche qui sévit à partir de juillet affecte différemment les deux principaux bassins de production régionaux. Sur le bassin de Saint-Omer, la totalité des parcelles est irriguée avec un système par aspersion, qui permet une gestion contrôlée de la chaleur et du sec sur les cultures. Les apports cette année sont réguliers, sans à-coup et la production en nombre de têtes est en léger retrait par rapport à 2021. Le coût de production est élevé, en lien avec le coût de l'énergie nécessaire au fonctionnement des pompes d'irrigation. A l'inverse, dans le bassin des Weppes, où l'irrigation est une exception, les pertes aux champs sont importantes cette année, avec de surcroît des problèmes de qualité liés aux aleurodes. Ces derniers sévissent dès le mois de juin et culminent en octobre avec la douceur des températures, affectant la qualité du produit. La fin de campagne est précipitée à

Figure 17 - Chou-fleur Hauts-de-France Cat.1 gros



Source : FranceAgriMer – Réseau des Nouvelles du Marché

compter du 20 octobre avec l'entrée en production du chou-fleur breton. Les cotations sont à un niveau élevé durant une majeure partie de la campagne. Le cours moyen sur cinq mois (de juin à octobre) du chou-fleur catégorie 1 Gros origine « Hauts-de-France » s'affiche supérieur de 34 % à 2021 et de 26 % à la moyenne quinquennale.

Au global la production régionale en

La viande bovine

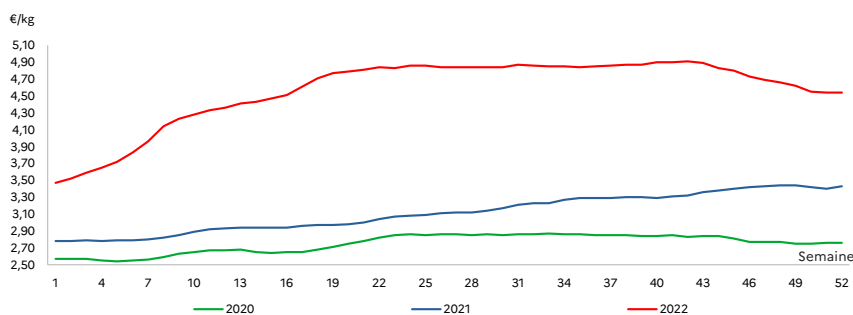
Au 1er janvier 2023, le cheptel de vaches en région s'élève à plus de 437 milliers de têtes, en repli de 0,5 % sur un an. Les effectifs de vaches laitières sont stables, alors que ceux de vaches allaitantes sont en baisse (- 2 milliers de tête, soit - 1,3 % sur un an).

Sur l'année 2022 les abattages de gros bovins totalisent plus de 256 milliers de têtes, soit une baisse de 2,2 % par rapport à 2021. Les abattages de vaches laitières diminuent de 4,6 %, ceux des vaches allaitantes de 0,3 % et ceux des bovins mâles de 12 à 24 mois (= JB de catégorie U) de 2,5%.

En vaches laitières, l'offre est confrontée à une rétention de la part des éleveurs laitiers en raison d'un prix d'achat du lait qui redevient attractif. Les cotations des jeunes bovins bénéficient de la demande accrue des abatteurs, en compensation de la baisse des disponibilités en femelles, dans un contexte de marché européen bien orienté.

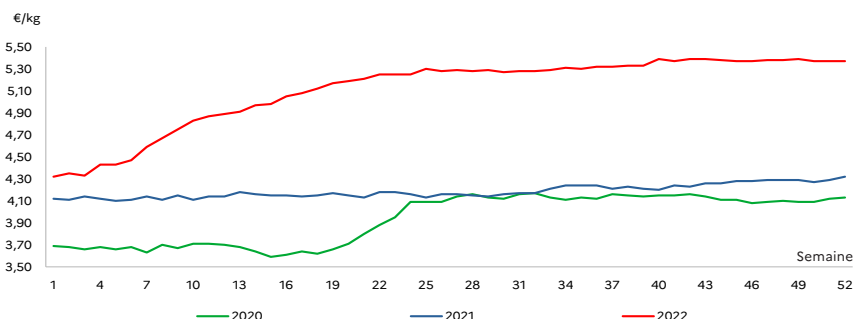
Les cours des gros bovins dans le bassin nord-est progressent tous en 2022 et se maintiennent à des niveaux très élevés. Ainsi, le cours moyen annuel de la vache de réforme laitière de catégorie P* s'affiche à 4,57 €/kg, en hausse de 47 % et 66 % respectivement par rapport à 2021 et 2020. Celui de la vache allaitante de catégorie R* atteint 5,11 €/kg, en hausse de 22 % et 30 %

Figure 18 - Vache de réforme - Catégorie P (Classification EUROP)



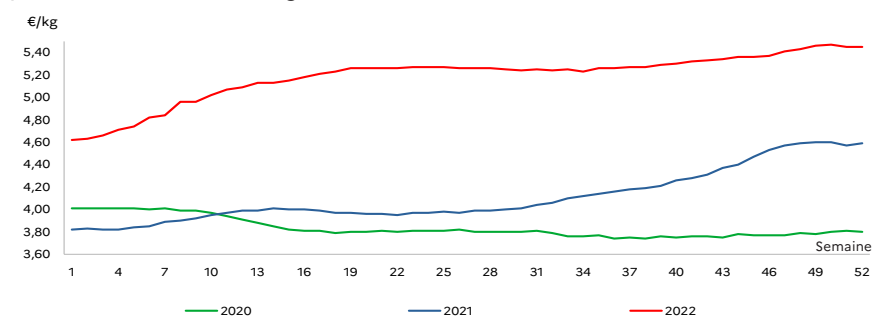
Source : FranceAgriMer cotations en entrée abattoir bassin de production Nord-Est

Figure 19 - Vache de catégorie R (Classification EUROP)



Source : FranceAgriMer cotations en entrée abattoir bassin de production Nord-Est

Figure 20 - Jeune bovin de Catégorie U (Classification EUROP)



Source : FranceAgriMer cotations en entrée abattoir bassin de production Nord-Est

Figure 21 - Abattages en région Hauts-de-France

en tonnes équivalent carcasse	Mensuel		Cumul annuel	
	Déc. 2022	2022/2021	2022	2022/2021
Gros bovins	8 054	-6,9%	99 574	-2,3%
<i>dont vaches laitières</i>	1 890	-9,0%	19 991	-4,6%
<i>dont vaches allaitantes</i>	1 702	-6,6%	19 544	-0,3%
<i>génisses</i>	1 510	-7,5%	18 058	-1,2%
<i>mâles de 12 mois et plus</i>	2 951	-5,4%	41 981	-2,5%
Jeunes Bovins	210	-23,9%	2 731	-16,4%
Ovins	67	7,3%	868	8,3%
Porcins	4 233	-12,1%	54 866	2,3%
<i>dont porcs charcutiers</i>	3 970	-17,0%	52 340	-1,6%

Source Agreste - abattage de gros animaux

respectivement par rapport à 2021 et 2020. Enfin le cours moyen 2022 du jeune bovin de catégorie U culmine à 5,19 €/kg, en hausse de 26 % et 35 % respectivement par rapport à 2021 et 2020.

Les évolutions des prix des animaux finis sont à mettre en regard de leurs prix de revient qui augmente considérablement en 2022 du fait de la flambée des prix des matières premières.

En novembre 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établit à 139,8 points, en très forte progression par rapport à novembre 2021 (+16 %). L'indice des prix des aliments achetés est en hausse de +27 % par rapport à 2021, celui des énergies et lubrifiants de +32 % et celui des engrais et amendements de +38 %.

* classement qualitatif des carcasses dans l'UE « EUROP »

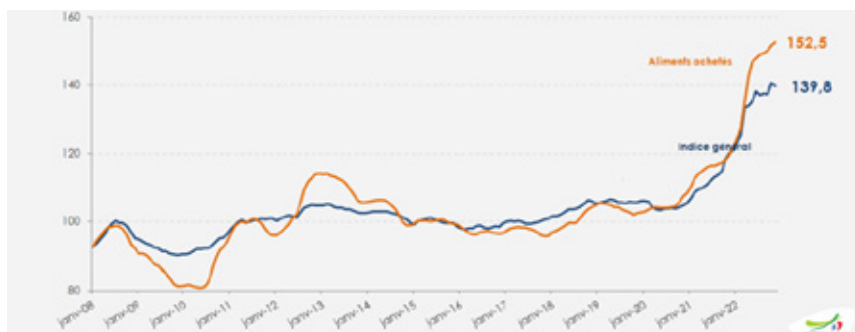
La viande porcine

En 2022, la production porcine est en baisse. Sur l'année, presque 573 milliers de porcs sont abattus dans les abattoirs régionaux contre pratiquement 599 en 2021, soit presque 26 000 animaux de moins (-4,3 %). Ce recul de l'offre soutient les cours, qui atteignent un niveau historique en octobre. Une première hausse a lieu en mars, en raison de la crainte d'une baisse des volumes en Europe et en conséquence de l'explosion des coûts de production liée au conflit armé en Ukraine. Le cours moyen mensuel du porc charcutier de catégories E+S* dans le bassin de production Nord-Est gagne 20 centimes/kg sur ce mois de mars. La seconde phase de hausse débute à la sortie de l'été, lorsque l'offre s'avère incapable de répondre à la demande. Elle culmine en octobre, avec un cours qui dépasse la barre symbolique des 2 € HT/kg. En moyenne annuelle, le cours du porc charcutier de catégorie E+S*s'établit à 1,90 € HT le kilogramme de carcasse contre 1,52 € HT/kg l'an passé.

Malgré ces prix de vente records, la hausse des coûts de production (alimentation, énergie,...) fragilisent la trésorerie de nombre de producteurs.

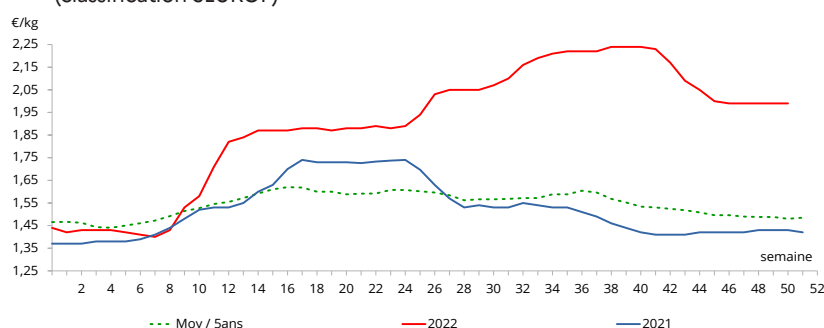
D'après la Plateforme d'épidémiologie en santé animale (ESA), de nouveaux cas de peste porcine

Figure 22 - IPAMPA viande bovine



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE et Agreste

Figure 23 - Porc charcutier en entrée abattoir bassin de production Nord-Est classes E+S (classification SEUROP)



Source : FranceAgriMer cotations en entrée abattoir bassin de production Nord-Est

africaine continuent de se multiplier chez les sangliers, notamment en Allemagne et en Italie, mais la France reste indemne du virus.

* classement SEUROP de l'Union Européenne des catégories de viande porcine

** en tonne équivalent carcasse (TEC)

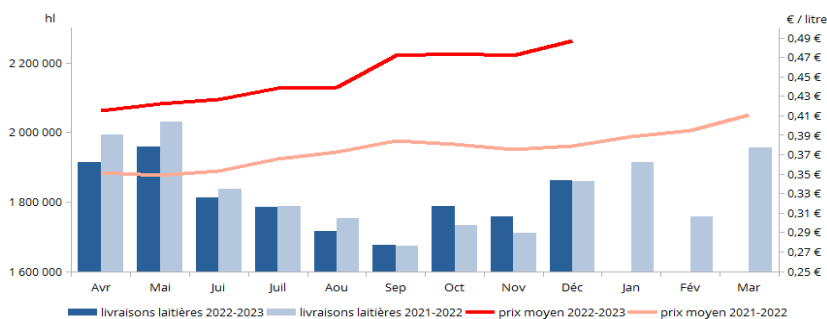
La collecte de lait de vache

Sur l'année 2022, la collecte de lait de vache en Hauts-de-France s'élève à 2,19 milliards de litres, soit une baisse de 1,5 % par rapport à 2021, contre une baisse de 1,2 % au niveau national. Ce recul de la production régionale, particulièrement marqué durant le premier semestre,

s'explique notamment par une faible productivité laitière, en raison de la hausse du prix des aliments qui conduit à un rationnement de la complémentation. La production rebondit à partir d'octobre, en lien avec la hausse saisonnière. Elle est confortée par des niveaux de prix d'achat incitatifs.

En effet, la hausse des cours amorcée en 2021 se poursuit en 2022 et s'accélère en septembre pour porter finalement le prix à un niveau record en fin d'année à 487€/1 000 litres. Le prix moyen annuel 2022 s'établit à 437 €/1 000 litres, contre 362 € en 2021, soit une progression de presque 21 %.

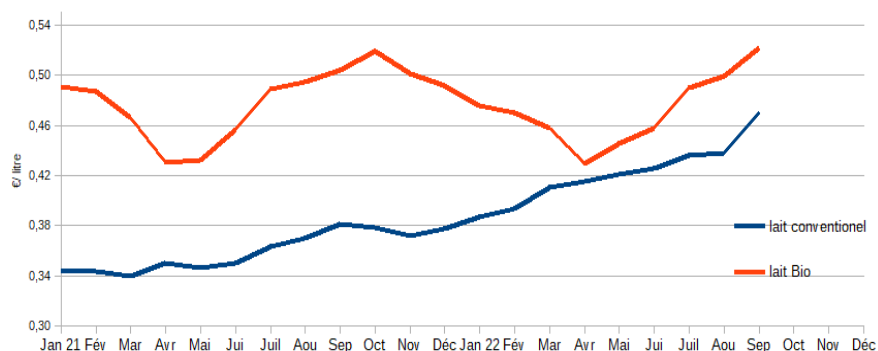
Figure 24 - Le lait de vache (collecte bio et non bio) en Hauts-de-France



Source : enquête mensuelle laitière SSP - Extraction au 9 février 2023

Concernant le lait issu de l'agriculture biologique, avec une production de 56,2 millions de litres, la collecte régionale progresse de 6 % sur un an. La part du lait bio représente 2,6 % de la collecte totale en 2022 contre 2,4 % en 2021. Le prix moyen s'établit à 486 €/1 000 litres, contre 480 € en 2021 soit une hausse de 1,2 % sur un an. En 2022, l'écart de prix entre le lait conventionnel et le lait bio s'est resserré. (figure 25)

Figure 25 - Le lait de vache (collecte bio et non bio) en Hauts-de-France



Source : EML - SSP FranceAgriMer

Les produits de la mer

À l'exception d'une baisse en mai et juin, aussi soudaine qu'importante en valeur, les cours moyens mensuels sont tout au long de l'année 2022 au-dessus de leur niveau de 2021 à la halle à marée. Le cours moyen annuel de 2022 s'établit à 2,96 € HT/kg, supérieur de +19,6 % par rapport à sa valeur de l'année 2021 (2,47 € HT/kg) et supérieur de +25,4 % par rapport à la valeur moyenne quinquennale (2,36 € HT/kg).

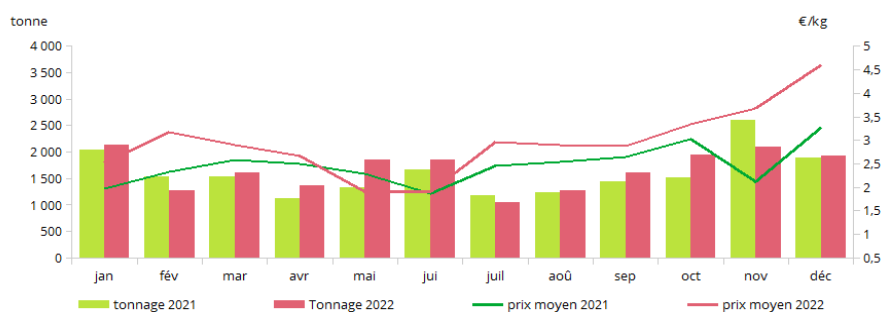
Le bilan des pêches 2022 est également supérieur en volume à celui de l'année 2021. Avec 19 950 tonnes, il affiche une progression de +4,6 % par rapport à l'année précédente et un niveau à peine inférieur à la moyenne quinquennale de 20 047 tonnes (-0,5 % volume total 2022/volume moyen annuel 5 ans). En 2022,

seuls les mois de février et de juillet affichent un volume mensuel de prises inférieur aux valeurs mensuelles de l'année 2021.

Contrastant avec les aspects positifs d'un niveau de prix de vente du poisson élevé et de bons volumes de pêches, les conséquences du conflit armé en Ukraine s'imposent aux pêcheurs et mareyeurs. C'est notamment le cas sur le plan des charges énergétiques et de carburant, qui augmentent de

manière drastique les coûts de production. Ces contraintes viennent s'ajouter aux difficultés que connaît la filière depuis le Brexit. En 2022, la flotte des 105 bateaux de pêche amarrée au port de Boulogne-sur-Mer voit 19 des siens déposer un dossier dans le cadre du plan de sortie mis en place par le Gouvernement. En une quinzaine d'année, ce sont 100 bateaux de pêche qui ont disparu du 1er port de pêche français.

Figure 26 - Poissons ventes enregistrées



Source : Direction des pêches Port de Boulogne-sur-Mer – Calais (hors poisson congelé)